



Conseil Économique
et Social

Distr.
GÉNÉRALE

ENERGY/1999/6
16 février 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE
Neuvième session, 9-11 novembre 1999

RESTRUCTURATION DES CHARBONNAGES ET DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE THERMIQUE
DANS LES ÉCONOMIES EN TRANSITION DE L'EUROPE CENTRALE

Note du secrétariat */

1. Le document résume les faits les plus récents relatifs à la conversion du secteur du charbon et de l'énergie thermique à l'économie de marché dans les pays d'Europe centrale. Il fournit également des données statistiques concernant l'évolution des principaux indicateurs de la restructuration : attribution de subventions publiques, gains de productivité, emploi et investissement.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2. Situation générale : Depuis 1990, la demande de charbon dans la République tchèque a fortement diminué à la suite des tendances à la récession affectant des secteurs en aval, notamment la production d'énergie électrique et l'industrie de l'acier, de même que l'économie nationale dans son ensemble. Entre 1990 et 1997, la production de charbon est tombée de 28 %, passant de 101 Mt à 73 Mt. Le recul a été à peu près également réparti entre les deux sous-secteurs, à savoir l'extraction souterraine de houille dans la région d'Ostrava-Karvina et l'extraction à ciel ouvert de lignite dans le nord de

*/ Sur la base des renseignements communiqués par les Gouvernements d'Estonie, de Hongrie, de Pologne, de la République tchèque, de Slovaquie et de Slovénie.

la Bohême. La diversification des sources d'énergie obtenue par accroissement de la part du gaz et de l'énergie nucléaire ne sera pas non plus sans conséquences pour le rôle futur du charbon sur le marché intérieur de l'énergie. Alors qu'au début des années 80 l'électricité était principalement produite à partir du charbon (95 %), la proportion actuelle est de 75 % et se stabilisera probablement autour de 60 % après l'an 2000, une fois que la nouvelle centrale nucléaire de Temelin entrera en service.

3. Depuis 1996, toutefois, le Gouvernement est revenu sur sa position concernant l'avenir du marché intérieur de l'énergie, soulignant l'importance du charbon comme seule source disponible pour la production d'électricité et de chaleur. Malgré la modification du dosage des sources d'énergie qui a lieu actuellement, le charbon conservera sa place et sa part dominantes dans la stratégie à long terme de la production d'électricité, en raison de son faible prix et de la fiabilité des approvisionnements. En outre, grâce aux circonstances locales, les coûts de transport ne devraient pas beaucoup influencer sur les prix du charbon puisque les distances entre les mines et les centrales ne sont pas considérables, moins de 30 km au maximum. Un autre avantage est qu'aucun investissement ne sera nécessaire pour créer de nouvelles capacités de production puisque celles qui existent déjà pourront couvrir entièrement les futurs accroissements de la demande de charbon. Enfin, le programme national pour l'utilisation de charbon non polluant, lancé il y a quelques années, améliorera certainement l'image de marque du charbon et sa compétitivité sur le marché.

4. Première étape de la restructuration : En 1992, un premier programme a été adopté en vue de la restructuration de l'extraction du charbon. Toutes les mines ont été divisées en trois groupes économiques : a) les mines opérant à perte et extrêmement inefficaces; b) les mines rentables sous certaines conditions; et c) une troisième catégorie pouvant servir de base à la création d'entreprises charbonnières commerciales compétitives. Le programme d'élimination progressive et de liquidation du premier groupe de mines (les mines souterraines exploitées à perte pour le long terme, les mines à ciel ouvert non rentables et les opérations individuelles) fait partie du processus global de restructuration. Pour la houille, ce programme comprend le district charbonnier entier d'Ostrava (Ostrava OKD); certaines mines du district de Kladno (Kladno CMD); la liquidation technique complète de toutes les mines du district de Rosice-Oslavany (RUD s.p.); le district minier de l'est de la Bohême (VUD s.p.) et le district minier de l'ouest de la Bohême (ZUD, a.s.).

5. Fermeture des mines non rentables : L'hypothèse initiale selon laquelle le processus de restructuration serait achevé d'ici 1996 ne s'est pas confirmée. À l'heure actuelle, le Gouvernement examine le troisième schéma directeur consécutif sur la liquidation des mines non rentables et les mesures s'y rapportant. Ce programme fixe la façon dont le Gouvernement devrait financer les trois éléments principaux de la liquidation et les appuyer par des crédits budgétaires, à savoir les coûts sociaux des fermetures (46 %), le coût des fermetures techniques (28 %) et les coûts d'assainissement de l'environnement dans les zones minières qui s'élèvent à 26 % des dépenses totales. Le recul inattendu de la demande de charbon dans le secteur de l'énergie électrique a accéléré la fermeture de plusieurs unités de production : le nombre de liquidations a plus que doublé, passant de 16 à 35 entreprises, souterraines et à ciel ouvert, activités auxiliaires

comprises. Ce rythme ne semble toutefois pas pouvoir être maintenu puisque le budget de l'État affecté au départ à ce programme ne s'est pas révélé suffisant. La date limite mettant fin à la participation de l'État au financement des activités minières en déclin a été reportée jusqu'à la fin de 1998. Il est évident toutefois que cette échéance, fixée par la résolution No 558/1995 du Gouvernement comme date limite pour l'achèvement du programme des fermetures, ne pouvait non plus être respectée.

6. La compensation des conséquences sociales des fermetures s'est révélée plus coûteuse que prévu. Au cours de la période 1993-1998, l'aide financière totale fournie par l'État et les entreprises charbonnières a dépassé 23 milliards de couronnes tchèques (1 dollar É.-U. = 33 couronnes), dont 18,6 milliards ont été pris sur le budget de l'État (14 % pour le secteur des carrières et 86 % pour les mines souterraines). Le budget récemment approuvé pour d'autres liquidations prévoit un chiffre de 15 milliards de couronnes pour la période 1999-2002.

7. Le programme de liquidation envisageait des solutions particulières pour les procédures de fermeture technique et la régénération des sites, afin de réduire le plus possible le coût de ces opérations. Il a été décidé, par exemple, de ne pas retirer le matériel d'extraction des mines profondes dans la région d'Ostrava puisque ce que l'on pourrait tirer de cette récupération ne couvrirait pas les coûts fixes encourus pendant la fermeture prolongée d'un puits. En conséquence, seuls certains éléments du matériel ont été démantelés pour être réutilisés dans d'autres houillères ou proposés à des utilisateurs intéressés. Entre-temps, certains phénomènes inattendus (problèmes avec l'eau, inondations, dégagement de méthane) se sont produits au moment de la fermeture technique de plusieurs mines souterraines, ce qui a entraîné une hausse des coûts. Les dates limites originales pour la régénération des terres endommagées par les activités minières n'ont pu être respectées parce que l'aide de l'État, désormais moins généreuse, a servi surtout à couvrir les conséquences sociales des fermetures et à maintenir le rythme des liquidations.

8. Depuis 1990, l'effectif a fortement diminué, tombant de 110 000 à 65 000 travailleurs. Il faut souligner que cette réduction s'est produite au cours d'une période où le secteur tertiaire privé était en voie de constitution et pouvait absorber une forte proportion des salariés victimes des compressions, ce qui a permis un rythme relativement rapide des fermetures sans agitation sociale considérable. À l'heure actuelle, ces mesures n'ont plus d'effet et le chômage augmente dans les régions minières. La plupart des mineurs dans les houillères profondes ont préféré quitter leur emploi en échange d'une indemnisation sociale prévue par la loi.

9. La restructuration du secteur minier souterrain de la République tchèque (1990-1998) a permis d'améliorer les résultats économiques et techniques des entreprises minières, comme suit :

- le nombre d'unités minières en exploitation est passé de 13 à 4 seulement;
- le nombre moyen de fronts de taille est tombé de 146 à 41, soit de 72 %;

- la production journalière moyenne par front de taille est ainsi passée de 431 à 1 049 tonnes par jour, soit une augmentation de 143 %;
- la production journalière est passée de 1,15 à 1,77 tonne/homme/équipe, soit une augmentation de 54 %;
- le nombre moyen de travailleurs est tombé de 98 090 à 31 127, soit de 68 %.

À l'heure actuelle, la société par actions OKD est la seule grande entreprise d'extraction souterraine du charbon en Europe qui ne reçoit pas de subventions d'exploitation directes ou indirectes de l'État.

10. Privatisation : Depuis 1994, l'industrie charbonnière tchèque a été concentrée sous la forme de cinq sociétés par actions, deux pour la houille et trois pour l'extraction du lignite. Cette restructuration administrative a créé des conditions favorables à la privatisation du secteur, mais l'État détient encore actuellement un grand nombre d'actions au sein de ces entreprises (entre 42 et 54 %). Jusqu'à maintenant, la privatisation n'a été achevée que pour la mine Tchéco-morave à Kladno, qui est exploitée par une petite société par actions. Un programme a été préparé pour mettre fin à la détention par l'État des trois sociétés d'extraction du lignite, tandis que la même opération pour la houille (Ostrava-Karvina OKD) a été ajournée. Pour que le processus de privatisation réussisse, il faudrait le clarifier pour en définir exactement les objectifs et les conditions. L'objectif majeur de la privatisation devrait être de contribuer au développement des entreprises charbonnières afin d'assurer que le charbon conserve sa position sur le marché de l'énergie. Avec la cessation du régime de la propriété d'État, il faudra aborder les questions juridiques s'y rapportant, telles que la part de responsabilité de l'État dans les dommages écologiques causés avant la création des sociétés par actions. En outre, les nouveaux actionnaires doivent d'abord reconnaître que les activités des entreprises charbonnières jouent un rôle important dans le maintien du climat social et la stabilité économique des régions minières. De l'avis du Ministère tchèque de l'industrie et du commerce, l'application des dernières mesures devant assurer la privatisation exigera les décisions suivantes de la part du Gouvernement :

- a) Une décision établissant une stratégie énergétique nationale;
- b) Une décision concernant une nouvelle réduction de la dimension de l'industrie charbonnière après 1998;
- c) Une décision par laquelle le Gouvernement s'engagerait pour le long terme à remplir les obligations sociales de l'État et à répondre aux demandes des travailleurs de l'industrie charbonnière;
- d) Une réglementation du Gouvernement fixant les conditions de participation aux soumissions d'offres publiques relatives à des unités tchèques et étrangères, ainsi que les critères appliqués au choix des experts responsables des stratégies;

La privatisation se heurte à des difficultés et à des ambiguïtés aux niveaux tant politique qu'institutionnel.

ESTONIE

11. Situation générale : Le gisement estonien de schiste bitumeux (4 milliards de tonnes) est situé dans le nord-est, près de la mer Baltique. La production annuelle en 1997 s'est élevée à 14,4 millions de tonnes, soit la moitié de celle de 1980. Le pouvoir calorifique du gisement se situe entre 8,1 et 11,7 kJ/kg. À l'heure actuelle, l'exploitation est aux mains d'une société par actions (Eesti Pilevkivi, comptant 8 250 salariés) et comprend 6 mines souterraines et 3 mines à ciel ouvert (leur part de la production est de 52,5 et 47,5 % respectivement). Près de 100 % de l'électricité est produite avec des schistes bitumeux, les principales centrales étant les centrales Estonie et Baltique (assurant 80 % de la production totale) situées sur la rivière Narva. Depuis 1990, la consommation de schiste bitumeux a fortement diminué puisque l'électricité n'est plus exportée vers la Lettonie et la Fédération de Russie.

12. Le prix du schiste bitumeux est réglementé par l'État et fait l'objet de contrats entre producteurs et consommateurs. Il est fixé par le Ministère de l'économie. Les coûts de production augmentent peu à peu en raison de la détérioration des conditions d'extraction et des conditions géologiques, ainsi que des hausses de salaire. Le prix actuel du schiste bitumeux est de 119 couronnes estoniennes/t (7,44 dollars É.-U./t), mais à partir d'octobre 1998 il augmentera de 12 % pour s'établir à 133 (8,36 dollars É.-U./t). Il est prévu que jusqu'en 2015 les coûts de production atteindront 160-810 couronnes/t (1,27-12,7 dollars É.-U./t), prix qui devrait pouvoir rester plus compétitif que celui du charbon importé.

13. Une étude financée par le programme PHARE prévoit que le prix moyen du schiste bitumeux atteindra 14,80 couronnes/GJ (1,04 dollar É.-U./GJ) d'ici l'an 2000, tandis que ceux du charbon et du gaz resteront respectivement à 24,20 couronnes/GJ (1,7 dollar É.-U./GJ) et 30,0 couronnes/GJ (2,11 dollars É.-U./GJ). Cette position favorable du schiste bitumeux s'est toutefois sérieusement détériorée en raison de la faible efficacité énergétique des centrales thermiques fonctionnant avec ce combustible. La rénovation des installations existantes et le passage à la combustion en lit fluidisé porteraient le rendement à 34-35 %.

14. Le programme de restructuration est généralement déterminé par les objectifs de la Stratégie énergétique à long terme approuvée par le Parlement en février 1998, selon laquelle la part du schiste bitumeux devrait tomber dans le bilan énergétique des sources primaires de 62 % en 1995 à 47-50 % en 2010, tandis que le gaz naturel passerait de 11 à 22 % au cours de la même période. Une importance plus grande est aussi accordée à la future promotion de la tourbe et de la biomasse. Dans ce cas, l'extraction du schiste bitumeux diminuerait de 20-22 % par rapport au niveau de production actuel. La réalisation de cet objectif entraînera la fermeture des quatre mines souterraines les plus fortement exploitées, mesure qui exigera des fonds considérables pour remédier à la situation sociale, aux problèmes de sécurité et aux problèmes écologiques. Le principal problème du schiste bitumeux est toujours celui des émissions nocives pendant la combustion. Les résultats

des premiers essais avec une chaudière à lit fluidisé circulant Lurgi sont très prometteurs et des programmes de rénovation et de modernisation des installations ont donc été prévus dans la Stratégie énergétique à long terme.

15. Privatisation : En décembre 1997, le Gouvernement estonien a approuvé un programme de privatisation pour la société par actions Eesti Pilevkivi et les centrales électriques fonctionnant au schiste bitumeux. Les deux devraient être entièrement privatisées d'ici l'an 2000.

HONGRIE

16. La restructuration du secteur charbonnier en Hongrie a commencé en 1990 et, après une première refonte, les entreprises charbonnières ont été liquidées, plutôt qu'incorporées aux entreprises de production d'électricité. En d'autres termes, les mines de charbon ont été achetées par les centrales (Office hongrois de l'électricité-MVM SA) au moyen d'une augmentation de capital, qui ont créé ainsi des structures à intégration verticale. Cette stratégie a été appliquée par cinq centrales qui ont acheté huit charbonnages, ce qui a eu des répercussions pour toutes les entreprises charbonnières. En Hongrie, les mines de charbon sont situées très près des centrales, comme dans la République tchèque. Un volume de 80 à 90 % de la production de charbon est acheminé vers les centrales voisines par une bande transporteuse qui empêchera le coût du transport de progresser pour le moyen et le long terme. Comme l'extraction du charbon est un secteur particulier de l'industrie, le Gouvernement a décidé de créer un organisme institutionnel, le Centre de restructuration des charbonnages (SZESZEK), qui est chargé d'appliquer le programme. Le travail de gestion de SZESZEK consiste aussi à établir et à appliquer les instructions administratives nécessaires; à évaluer les avoirs et les engagements; à coordonner les fonctions du Ministère des finances, du Ministère de l'environnement, du Ministère de l'industrie et du Ministère du travail; et à gérer directement les entreprises de valorisation des actifs miniers. Le processus de restructuration a porté principalement sur a) la liquidation et la valorisation des actifs; b) le changement des structures de propriété; c) la fermeture des mines et les mesures d'assainissement de l'environnement.

17. Entre 1990 et 1998, la production annuelle de charbon est tombée de 18,0 à 15,0 Mt; le nombre de mines et de carrières est passé de 41 à 18 seulement et le nombre de travailleurs de 49 000 à 16 000; la productivité a toutefois doublé. Plusieurs mines non rentables (principalement des mines souterraines) ont été fermées et les activités extractives ont été concentrées sur les gisements plus viables dans le nord-est du pays, proches des centrales. Les actifs et le personnel restants ont été regroupés pour former trois sociétés de valorisation des actifs sous la direction de SZESZEK.

18. L'aide financière nécessaire au processus de restructuration est fournie par les fonds propres, le budget de l'État, différents fonds de l'État et des capitaux extérieurs. L'utilisation des actifs restants provenant de mines fermées était une ressource qui fournissait 10 % de l'aide totale et bien plus au premier stade de la restructuration. La source la plus importante est toujours le budget de l'État qui fournit tous les ans les fonds de restructuration, en vertu d'un plan des entreprises préalablement adopté. Cette source couvre 85 % environ du total des fonds nécessaires.

D'autres fonds de l'État, tels que le Fonds de développement, le Fonds de développement du commerce, le Fonds de promotion des investissements, sont moins importants pour le programme de restructuration du secteur du charbon.

19. Les capitaux extérieurs servent principalement au développement de l'infrastructure et à la valorisation des actifs, pour un montant de 500 millions de forint. Le montant total des fonds affecté à la restructuration du secteur charbonnier en Hongrie s'élève à 24 milliards de forint (200 millions de dollars).

20. Le Gouvernement hongrois a évalué le processus de restructuration de l'industrie charbonnière, ainsi que la façon dont elle est gérée en tant qu'institution et appuyée financièrement. En conséquence, le nombre de mines a été réduit de moitié, le nombre de travailleurs de 60 % et la production de charbon de 40 %. La liquidation des mines non rentables et la régénération des terres sont pratiquement achevées.

21. La privatisation est aussi en voie d'achèvement : la plupart des centrales électriques ainsi que le système de distribution ont été privatisés (neuf centrales et quatre distributeurs régionaux), sauf pour la centrale nucléaire de Paks (1 840 MW) et de Vertes (335 MW) et certaines mines de charbon (six mines souterraines et six carrières à ciel ouvert). La centrale de Vertes possède deux mines souterraines et une mine à ciel ouvert, qui seront aussi privatisées. La centrale nucléaire de Paks restera aux mains de l'État.

22. Les nouvelles tranches des centrales thermiques devant entrer en service entre 2002 et 2005 fonctionneront avec du charbon importé et du lignite local.

POLOGNE

23. Introduction : Depuis 1994, la demande d'électricité augmente de 2 % par an grâce au redressement progressif de l'économie polonaise. À l'heure actuelle, 97 % de l'électricité est encore produite à partir de charbon et l'on ne prévoit pas à court terme de changements importants sur ce plan. La Pologne est le deuxième producteur de charbon en Europe après la Fédération de Russie (avec 137 Mt de houille + 63 Mt de lignite en 1997). Toutefois, selon la Stratégie énergétique nationale récemment approuvée, la demande et la production de charbon diminueront progressivement et le dosage des combustibles servant à la production d'électricité sera diversifié, une part plus grande étant accordée au gaz naturel. Le programme national énergétique à long terme prévoit que jusqu'en l'an 2000 la demande de houille tombera à 110 Mt tandis que celle de lignite s'élèvera jusqu'à 66 Mt.

24. Le processus de restructuration du secteur de la houille en Pologne a commencé en 1990 et a déjà donné un certain nombre de résultats positifs. Le programme de restructuration (dont les objectifs et les échéances ont toutefois été modifiés avec chaque changement de gouvernement) couvre de nombreux éléments divers, tels que l'emploi, les questions juridiques et réglementaires, la liquidation technique des mines, les mesures de sécurité et les mesures d'assainissement de l'environnement. Le programme (1998-2000) a pour objectif général de "convertir les unités commerciales dans le secteur du charbon pour qu'elles puissent fonctionner de façon viable dans une

économie de marché, grâce à une réduction importante des coûts de production, qui devrait se traduire par des fermetures de mines, des compressions de postes, une concentration de la production et un accroissement de la productivité". Une grande attention est consacrée à la promotion de techniques propres au stade de l'abattage du charbon et de la précombustion, afin d'en accroître la compétitivité sur le marché de l'énergie. À cet égard, 14 installations de préparation ont été rénovées entre 1990 et 1998, 9 autres installations d'épuration du charbon à la vapeur seront modernisées au cours des prochaines années et 5 nouvelles installations de préparation doivent être mises en service d'ici peu. La concentration future des installations de production de charbon là où les gisements et les conditions sont les plus rentables aura pour effet de réduire le nombre de travailleurs et le niveau de production actuels.

25. Depuis 1990, le nombre de salariés dans le secteur de la houille en Pologne a été ramené de 388 000 en 1990 à 244 000 en 1997 (et à 219 000 en 1998); le nombre de mines de charbon est tombé de 70 à 56 et pourrait même s'établir à 53 en 1998; la productivité a augmenté de 60 % pendant la même période en raison a) de la réduction des effectifs; b) de la restructuration des entreprises; c) de la fermeture de 14 mines non rentables; et d) de la restructuration technique actuelle et de la concentration de la production dans les mines rentables à exploitation par longues tailles. Après 1998, les nouvelles tailles longues devraient parvenir à une production journalière moyenne de 1 000 tonnes environ chacune. La réduction des opérations d'extraction non rentables se fera en abandonnant toutes les couches situées dans des formations géologiques complexes et d'une épaisseur de moins de 1,2 m et en s'abstenant d'exploiter des couches interstratifiées contenant plus de 55 % d'impuretés.

26. Une nouvelle réduction de l'emploi aura lieu dans les mines de charbon malgré la tension sociale croissante dans les régions minières. La principale source de financement est toujours le budget de l'État. Les mesures prises pour accélérer le processus des compressions de postes sont les suivantes :

- tous les mineurs qui ont travaillé pendant plus de cinq ans dans des mines souterraines peuvent faire valoir leurs droits à la retraite. Leur retraite devrait être de 75 % de leur salaire mensuel;
- des allocations sociales seront versées (65 % du salaire mensuel) pendant une période d'un an, pour la requalification professionnelle et la recherche d'un nouvel emploi en dehors du secteur d'extraction du charbon;
- une allocation forfaitaire (jusqu'à 12 mois de salaire) sera versée aux travailleurs qui, d'eux-mêmes, trouvent un emploi en dehors du secteur des charbonnages;
- une allocation forfaitaire (jusqu'à 24 mois de salaire) sera versée aux travailleurs qui fondent leur propre entreprise;
- des stages de requalification permettront de travailler en dehors du secteur du charbon (montant versé équivalant à 600 dollars);

- des allocations seront versées (pendant deux ans) aux travailleurs qui veulent quitter le secteur du charbon et chercher un emploi ailleurs.

27. Le nouveau gouvernement est conscient des conséquences politiques de la réduction massive des postes, notamment en Haute Silésie. Une nouvelle stratégie vis-à-vis de la restructuration et de ses mécanismes financiers a donc récemment été élaborée pour promouvoir d'autres possibilités et solutions économiques dans les régions minières.

28. Le lignite sur le marché de l'énergie en Pologne - Situation actuelle : Le lignite joue un rôle très important dans le secteur de la production d'électricité en Pologne. Les réserves prouvées sont estimées à 15 milliards de tonnes et les réserves possibles à 85 milliards environ. En 1997, la production de lignite a atteint 63 millions de tonnes, avec un pouvoir calorifique compris entre 7 700 et 9 000 kJ/kg et une teneur en soufre de 0,5-1,2 %. Le lignite est extrait à ciel ouvert à quatre endroits, à savoir Adamov (5 Mt/an), Belchatow (35 Mt/an), Konin (13 Mt/an) et Turow (10 Mt/an). La quasi-totalité de la production est livrée aux centrales voisines (à Belchatow, puissance installée de 4 320 MW; à la centrale PAK, 2 580 MW; et à Turow, 2 000 MW). Cette dernière centrale a été entièrement modernisée.

29. Prix : Ces trois centrales constituent 27 % de la capacité totale de production en Pologne. En 1997, la production d'électricité à partir du lignite a atteint 50 TWh, soit environ 37 % de la production totale. Les avantages du lignite par rapport à la houille et au gaz naturel pour produire 1 kWh d'électricité dans les conditions que connaît la Pologne sont : lignite : 0,8-1,2 dollar É.-U./GJ; houille : 1,7-2,0 dollars É.-U./GJ; gaz naturel : 3,0-3,3 dollars É.-U./GJ.

30. Le prix réel moyen du lignite (avec un pouvoir calorifique de 8 000 kJ/kg) livré aux centrales susdites en 1997 était d'environ 9 dollars la tonne. En d'autres termes, 1 kWh d'électricité obtenu à partir du lignite coûte 65 % de moins que 1 kWh obtenu à partir de la houille. Cette différence peut s'expliquer par les coûts de production inférieurs du lignite par rapport à ceux du charbon. L'on prévoit qu'une fois que le marché fonctionnera dans des conditions entièrement libres, l'électricité obtenue avec le lignite fera concurrence aux autres combustibles. L'on notera que le lignite polonais a une teneur en soufre beaucoup plus faible et beaucoup plus acceptable que le lignite produit partout ailleurs dans les économies en transition. Des chiffres de production détaillés pour la production à long terme de lignite et d'électricité obtenue à partir du lignite (1998-2035) sont donnés dans le tableau 14. De nouvelles installations à la mine de Legnica (gisements de 13 milliards de tonnes), qui fourniront du lignite avec un pouvoir calorifique de 10 000 kJ/kg à une nouvelle centrale de 3 000 MW, seront construites entre 2015 et 2020. Ce projet situé tout près de la mine remplacera la mine actuelle de cuivre et d'argent et les ateliers de fusion dans la région, une fois que les réserves minérales seront épuisées. Il pourra utiliser l'infrastructure existante et fournir des emplois à quelque 40 000 personnes dans la région.

31. La restructuration et la privatisation du secteur du charbon et de l'énergie électrique sont un domaine riche en défis pour le Gouvernement

polonais. Celui-ci se heurte à de sérieuses difficultés et, au niveau politique, les opinions diffèrent quant aux solutions. Un programme de rechange a été établi par le Ministère de l'économie pour être étudié ultérieurement. De leur côté, les producteurs de houille et de lignite ont fait des propositions différentes concernant l'avenir du secteur du charbon et de l'énergie thermique. La direction de la Confédération polonaise de l'industrie du lignite, par exemple, a soumis une proposition de rechange pour la restructuration, dont l'articulation est la suivante :

32. La Confédération a proposé que la production d'énergie électrique soit regroupée et gérée sous la forme de trois holdings opérant sur un marché compétitif libre (voir tableau 15). Au début, chaque groupe assurerait un tiers environ de la production d'électricité. Deux de ces holdings exploiteraient la houille et un le lignite. Chacun des holdings exploitant la houille regrouperait sept centrales approvisionnées par trois ou quatre entreprises charbonnières en vertu de contrats à long terme couvrant 75 % de la demande de charbon, les 25 % restants étant achetés sur le marché libre. Le holding utilisant le lignite comprendrait quatre mines de lignite et trois centrales au lignite (capacité installée totale de 8 700 MW).

33. Tous les holdings susdits vendraient de l'électricité aux distributeurs régionaux (12 à 16 entreprises) dont chacun pourrait aussi acheter une certaine quantité auprès d'autres producteurs sur le marché. Le distributeur pourrait ainsi revendre l'électricité au détail à sa clientèle (raccordée au réseau de moins de 110 kv), tandis que les consommateurs plus importants pourraient acheter de l'électricité directement auprès des producteurs. Toutes les lignes de transport du courant seraient exploitées par des entreprises spécialisées. La proposition prévoit que tous les producteurs (producteurs de charbon et producteurs d'électricité), les entreprises de transport et de distribution de l'électricité appartiendraient au secteur privé tandis qu'un organisme de l'État exercerait une fonction de régulation et serait chargée de définir une politique nationale de l'énergie et de mettre en place les mécanismes juridiques et réglementaires nécessaires. Les installations de cogénération, toujours selon cette proposition, seraient privatisées individuellement puisque plus de 70 % de leur production est livrée aux municipalités.

34. Le point de vue des producteurs d'électricité à partir de la houille est différent. Leur proposition consiste à créer cinq à dix holdings et à répartir entre ceux-ci les producteurs et utilisateurs de lignite. Selon les auteurs de la première proposition, le but en est de combiner le lignite, qui est meilleur marché, avec les livraisons de houille subventionnées allant au secteur des centrales thermiques. En dernier ressort la décision appartient au Gouvernement, qui ne s'est pas encore prononcé sur ce point.

SLOVAQUIE

35. Situation actuelle : La production de charbon en Slovaquie se situe autour de 4 Mt de lignite, qui est livrée à un petit nombre de centrales avec une capacité installée totale de 1 250 MWe, dont trois centrales thermiques (136 MW), et aux ménages. Les cinq mines de charbon existantes sont exploitées par trois sociétés par actions. En 1997, la production totale d'électricité à partir du charbon était de 5,26 TWh.

36. Le secteur du charbon est un petit secteur de l'économie slovaque, qui n'a pas souffert autant que dans d'autres pays en transition. À l'heure actuelle, le nombre de mines est le même qu'en 1990, mais les effectifs ont diminué de 50 %. De nouvelles compressions de postes sont prévues pour la période 2002-2005 (affectant 3 à 4 000 salariés), une fois que l'application de certains règlements aura commencé à avoir de sérieuses conséquences économiques pour le secteur. Le niveau de l'aide de l'État au secteur restera inchangé au cours des prochaines années; l'État appuiera le programme social, notamment pour fournir des emplois dans les régions à mines souterraines aux mineurs de moins de 21 ans. Le budget national devrait couvrir en gros les obligations contractées précédemment par l'État et compenser en partie les augmentations de prix du charbon livré au secteur intérieur.

37. La nouvelle législation sur l'environnement a été une des forces motrices qui a permis de financer la modernisation technique des centrales au charbon. Des unités de désulfuration ont été mises en service à la centrale de Vojany (deux tranches de 110 MW chacune) et deux autres tranches doivent être rééquipées avec des chaudières à combustion en lit fluidisé. Les investissements ont été assurés par des sources étrangères et intérieures.

38. La politique à long terme a été adoptée par le Gouvernement en vertu du décret No 684/1997 sur la Stratégie énergétique jusqu'en l'an 2005, qui fixe les règlements de base dans le secteur de l'énergie, concernant par exemple la modification des prix et des tarifs des différentes sources d'énergie et de l'électricité. La production, le transport et la distribution d'électricité ne seront pas privatisés, comme prévu par la loi du Conseil national slovaque No 192/1995.

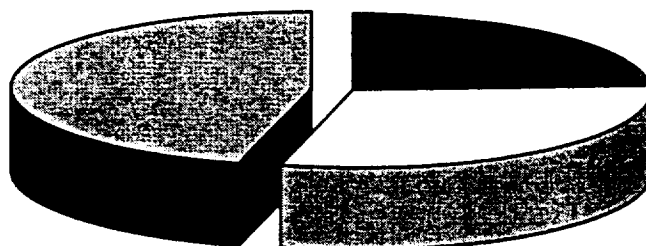
ANNEXE

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :

Coût de la réduction de la production de charbon 1999-2002

Indemnisations pour la
protection sociale,
la santé et
la sécurité
46 %

Fermeture des mines
(liquidation technique)
24 %



Indemnisations pour la
réparation des dommages
précédemment causés
par les mines
30 %

Tableau 1

Effectifs de l'industrie charbonnière
1994-1997

Producteurs de charbon	1994	1995	1996	1997
HOUILLE				
OKD S.A., Ostrava	47 600	43 100	41 200	38 600
CMD S.A., Kladno	8 300	7 900	7 500	6 700
TOTAL HOUILLE	55 900	51 000	48 700	45 300
LIGNITE				
MUS S.A., Most	15 600	13 300	10 700	10 300
SD S.A., Chomutov	8 400	7 900	7 400	7 100
SU S.A., Sokolov	8 700	8 300	7 750	7 000
TOTAL LIGNITE	32 700	29 500	25 850	24 400
TOTAL GÉNÉRAL	88 600	80 500	74 550	69 700

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tableau 2 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de charbon, Mt	101	85	75	73	67
2.	Nombre de mines + puits	47	35	26	19	18
3.	Effectifs, en milliers	110	88,6	80,5	69,7	65,5
4.	Subventions de l'État, pourcentage	100	néant	néant	néant	néant
5.	Accroissement de la productivité, pourcentage	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
6.	Investissements, en dollars É.-U.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 3 : Financement de la fermeture des mines, millions de couronnes

Secteur	Subventions de l'État	Ressources propres	Total
Houille	16 213	2 128	18 341
Charbon brun et lignite	2 352	2 400	4 752
Total	18 564	4 529	23 093

Tableau 4 : Aide financière de l'État à l'industrie charbonnière, millions de couronnes

Année	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1993-1998
Liquidation	1 120	1 347	1 145	1 260	652	613	6 137
Rénovation	538	840	784	878	712	823	4 575
Coût social	1 108	1 158	1 330	1 423	1 363	1 471	7 853
Total	2 766	3 345	3 259	3 561	2 727	2 907	18 565

ESTONIE

Tableau 5 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de schiste bitumeux, Mt	22,5	15	13	14,5	13,5
2.	Nombre de mines/puits	7/3	7/3	6/3	6/3	6/3
3.	Effectifs, en milliers	11	10	9	8,6	8,3
4.	Subventions de l'État, pourcentage	100	néant	néant	néant	néant
5.	Accroissement de la productivité, t/h/m, pourcentage	170 100	124 72	124 72	139 82	136 80

HONGRIE

Tableau 6 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de charbon, Mt	17,6	14,6	14,6	15,6	15
2.	Nombre de mines + puits	41	26	23	19	18
3.	Effectifs, en milliers	49	26,2	20,4	16,5	16
4.	Réduction des subventions de l'État, pourcentage	100	28	30	28	61
5.	Accroissement de la productivité, pourcentage	100	152	191	214	236
6.	Investissements, en dollars É.-U.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

POLOGNE

Tableau 7 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration pour la houille, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de charbon, Mt	147	130	135	137	121
2.	Nombre de mines	70	68	65	56	53
3.	Effectifs, en milliers	388	319,6	274,5	244,5	219
4.	Subventions de l'État, pourcentage	100	néant	néant	néant	néant
5.	Accroissement de la productivité, pourcentage	100	109	133	153	160
6.	Investissements, pourcentage	100	147	145	118	112

SLOVAQUIE

Tableau 8 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de charbon, Mt	4,8	3,6	3,8	3,9	4,0
2.	Nombre de mines	5	5	5	5	5
3.	Effectifs, en milliers	15,1	15,5	10,1	10	9,8
4.	Subventions de l'État, pourcentage	100	27	11	10	11,5
5.	Accroissement de la productivité, pourcentage	100	247	332	n.d.	n.d.
6.	Investissements, pourcentage	100	33	100	166	160

SLOVÉNIE

Tableau 9 : Évolution des principaux indicateurs de restructuration, 1990-1998

	Indicateurs	1990	1993	1995	1997	1998
1.	Production de charbon, Mt	5,1	4,9	4,7	4,9	4,8
2.	Nombre de mines	3	3	3	3	3
3.	Effectifs, en milliers	7,6	6,3	5,5	5,4	5,2
4.	Subventions de l'État, pourcentage	100	100	92	n.d.	n.d.
5.	Accroissement de la productivité, pourcentage	100	117	126	135	138
6.	Investissements, en millions dollars É.-U.	28,7	16,3	21	25	26,7

POLOGNE :

Tableau 10

Emploi

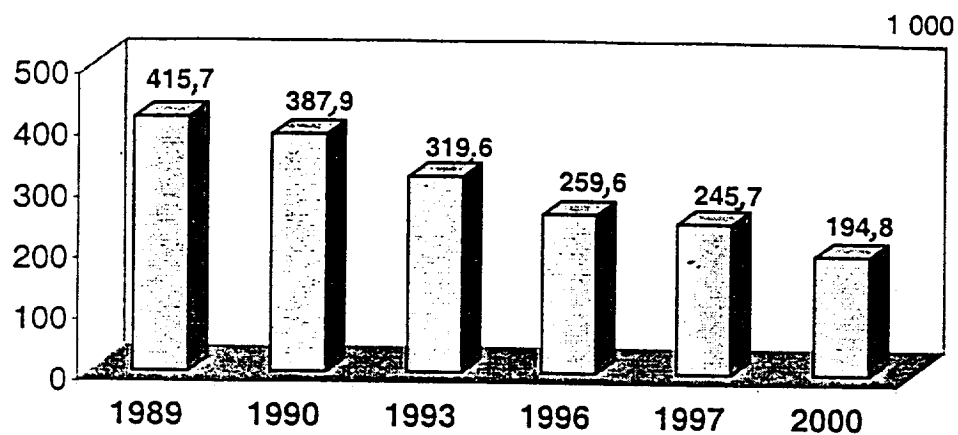
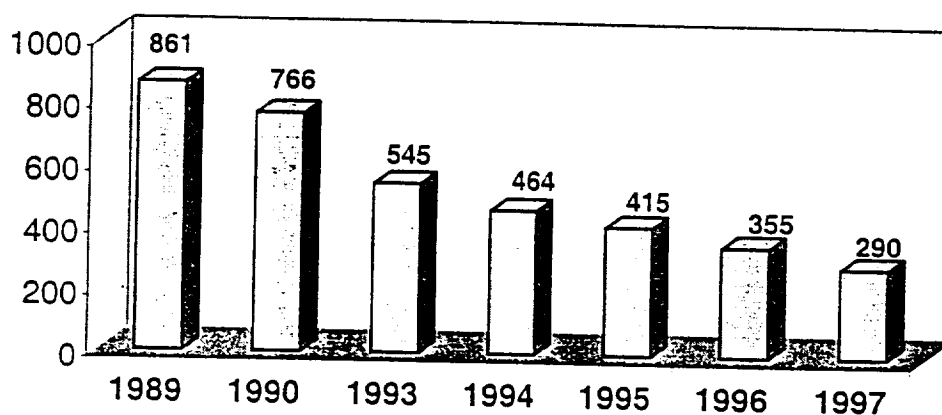


Tableau 11

Nombre moyen d'exploitations par longues tailles



POLOGNE :

Tableau 12

Production journalière moyenne de charbon d'une exploitation par longues tailles (tonnes)

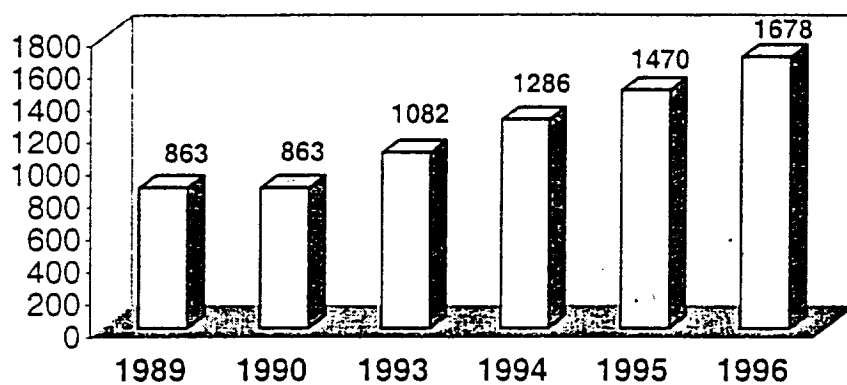
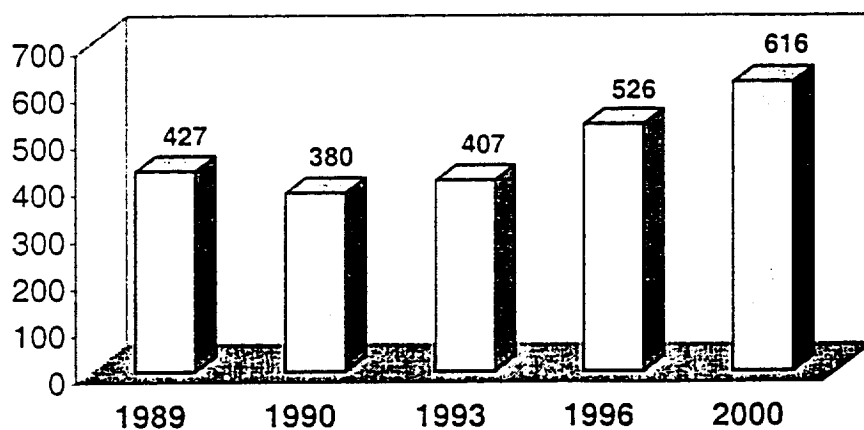


Tableau 13

Productivité (tonnes/travailleurs/année)



POLOGNE

Tableau 14

Année	Mines de lignite					Total millions T/an	Production d'électricité TWh
	Adamow millions T/an	Belchatow millions T/an	Konin millions T/an	Turow millions T/an	Legnica millions T/an		
1998	4,8	34,5	13,8	10,8	-	63,9	51
1999	4,8	34,4	14,1	12,1	-	65,4	52
2000	4,8	34,4	13,9	12,7	-	65,8	52
2001	4,8	34,4	14,0	11,9	-	65,1	51
2002	4,8	34,3	13,7	10,7	-	63,5	50
2003	4,8	35,0	13,3	11,2	-	64,3	51
2004	4,8	32,3	13,4	14,0	-	64,5	51
2005	4,8	35,4	13,4	13,9	-	67,5	53
2006	4,8	35,5	12,5	14,2	-	67,0	53
2007	4,8	35,7	12,2	14,2	-	66,9	53
2008	4,8	36,1	13,4	14,0	-	68,3	54
2009	4,8	35,5	13,9	14,2	-	69,4	55
2010	4,8	42,6	12,4	12,4	-	72,2	57
2011	4,8	42,5	12,4	12,5	-	72,2	57
2012	4,6	42,4	12,4	12,5	-	71,9	57
2013	4,6	42,4	12,4	12,5	-	71,9	57
2014	4,6	2,3	12,4	12,5	3,0	74,8	59
2015	4,6	42,2	12,4	12,5	17,0	78,7	62
2016	4,6	42,1	12,4	12,0	11,0	82,1	65
2017	4,6	41,9	12,4	12,0	15,0	85,9	68
2018	4,6	36,0	12,4	12,0	19,0	84,0	67
2019	4,6	30,9	12,4	12,0	23,0	82,0	65
2020	4,6	27,5	12,4	12,0	25,0	81,5	65
2021	3,5	24,5	8,7	12,0	25,0	73,7	58
2022	-	24,5	8,7	12,0	25,0	70,2	56
2023	-	24,5	8,7	12,0	25,0	70,2	56
2024	-	24,3	8,7	12,0	25,0	70,0	55
2025	-	24,3	8,7	12,0	25,0	70,0	55
2026	-	24,3	8,7	12,0	25,0	70,0	55
2027	-	24,3	8,7	12,0	25,0	70,0	55
2028	-	24,3	8,0	12,0	25,0	69,3	55
2029	-	21,1	8,0	12,0	25,0	66,1	52
2030	-	21,1	8,0	12,0	25,0	66,1	52
2031	-	24,1	8,0	12,0	25,0	69,1	55
2032	-	24,1	6,5	12,0	25,0	67,6	53
2033	-	24,1	5,5	12,0	25,0	66,6	53
2034	-	24,1	5,1	10,0	25,0	64,2	51
2035	-	23,9	5,1	3,8	25,0	57,8	46

Electric Energy Sector - Restructuring Proposal

LIGNITE - ab. 65 mill T/y
- for electric energy production 84 mill T/y

GAS

WATER

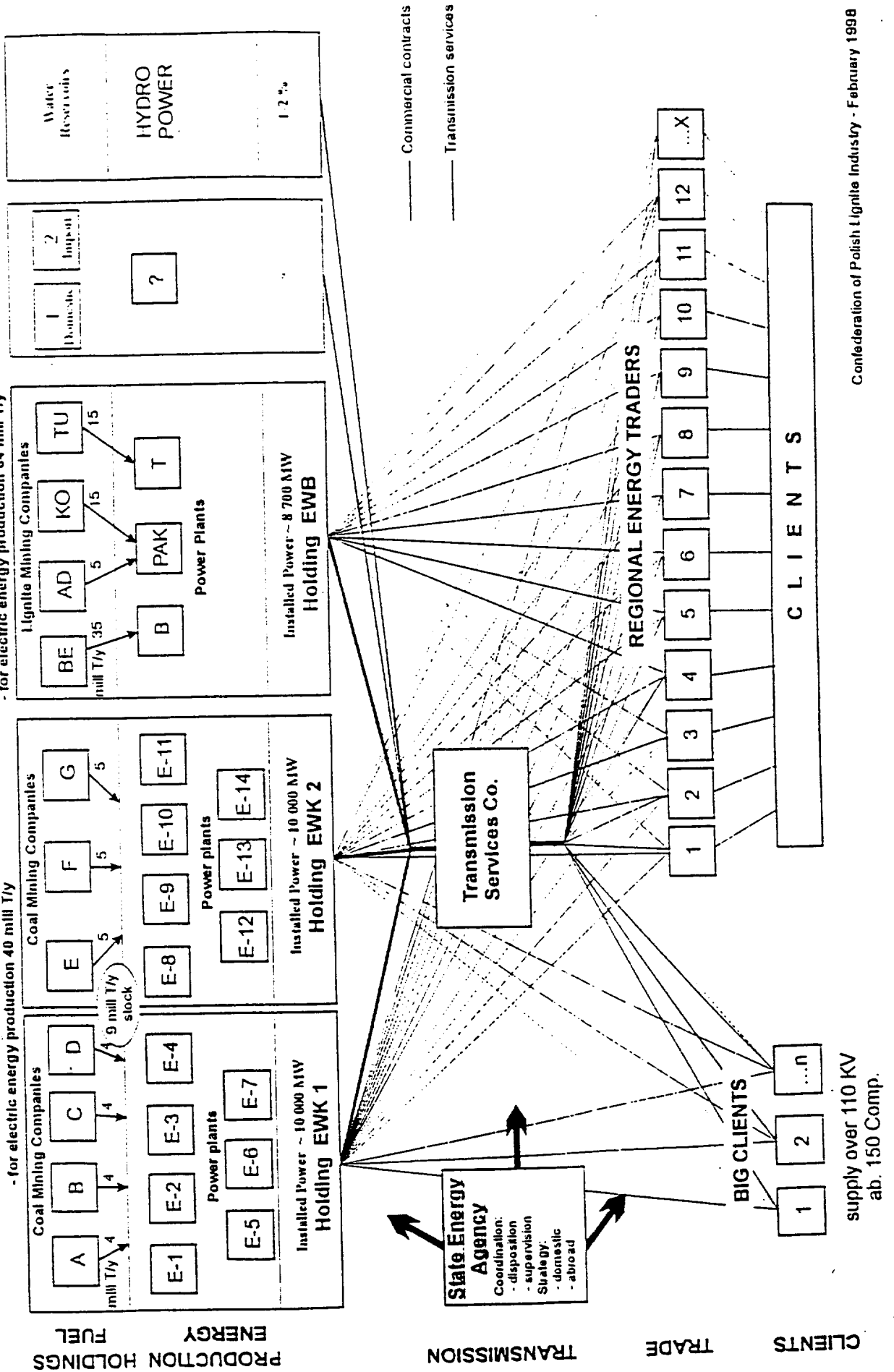
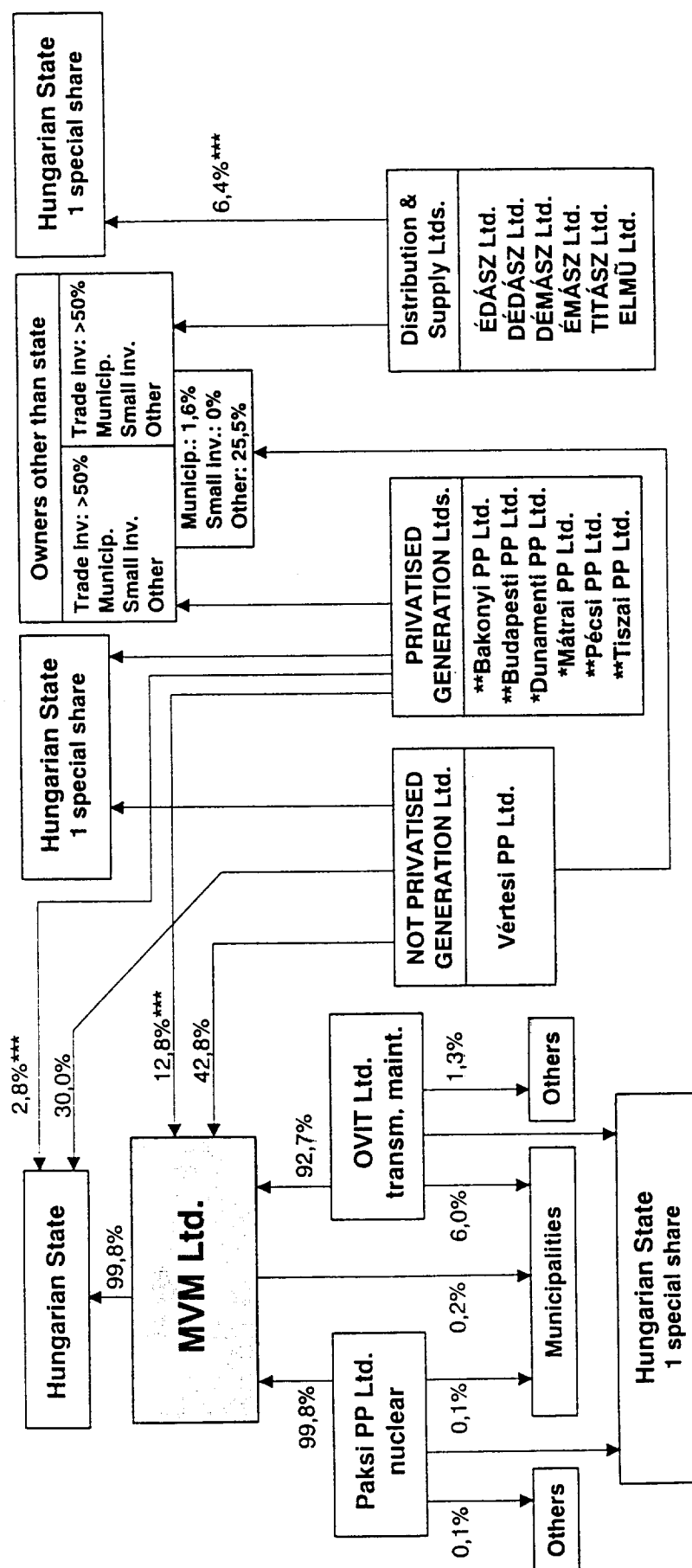


Table 16

Ownership Structure of the Electricity Industry 1998



* MVM Rt. stake: 25% + 1 share or more

**** MVM Rt. stake: 0%**

*** average figures

Hongrie :

Tableau 17

Organigramme de MVM Rt.
Décembre 1997

